

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 27 NOVEMBRE 1873.

A TRAVERS LE TIMES.

Il y a deux hommes en Europe. L'un est en exil, sans sceptre ni couronne, sans trésors, sans armées, sans états. Il n'a qu'à se baisser pour ramasser un diadème; tous les jours de nombreuses délégations lui arrivent pour le presser d'accepter; tous les jours la presse habile et les hommes d'état forts en expédients lui conseillent de faire une légère concession, moyennant quoi tout un peuple en allégresse se jettera dans ses bras, lui jurant dévouement et fidélité. Et lui répond toujours à ces gens confits dans l'adresse: à quoi sert une couronne, à quoi sert un royaume, à quoi sert un empire, si je laisse dans le sentier qui y mène mon honneur et ma force? Je représente la monarchie catholique; je représente la politique catholique; la France ne roule dans le malheur et la d'imagologie depuis quatre-vingts ans que parce qu'elle a voulu une politique sans Dieu. Je porte avec moi le principe qui la sauvera; je ne puis renier ce principe, ni l'entamer par la moindre des concessions. . . . "Nous avons, dit-il, ensemble une grande œuvre à accomplir. Je suis prêt, tout prêt à l'entreprendre quand on le voudra, dès demain, dès ce soir, dès ce moment. C'est pourquoi je veux rester tout entier ce que je suis. Amoinri aujourd'hui, je serais impuissant demain."

C'est là, ou les mots n'ont plus leur sens, le type accompli de l'honneur politique, de la fidélité aux principes et du patriotisme.

Où sont aujourd'hui les hommes qui ne sont pas prêts à tout trahir, à tout sacrifier pour un royaume ou même pour un simple portefeuille? — "Rari nantes in gurgite vasto. . ."

En Europe comme en Amérique, les gens habiles sont les plus nombreux, forment la majorité gouvernante et n'ont qu'un regard de pitié pour ces demeurants d'un autre âge, imbus d'idées surannées et qui croient qu'on peut mener le monde avec des principes honnêtes et le sentiment religieux.

Henri V est donc un grand homme et ferait un grand roi. Il ramènerait la France aux jours glorieux de son unité puissante. Une France franchement catholique et unie sous un Bourbon honnête, grand et vertueux, de quoi ne serait-elle pas capable?

Qu'en savez-vous, nous demanderons peut-être quelque républicain libre-penseur? Nous pourrions nous contenter de répondre que l'histoire se répèterait, et que les principes qui ont déjà fait la gloire et le bonheur de la France ne pourraient aujourd'hui la perdre.

Mais qu'on regarde plutôt autour de la France. Qu'on voie ce que pense et ce qu'écrit la presse qui représente ses ennemis. Qu'on lise, au milieu de toutes ces lettres que le Times reçoit de toutes les parties du monde, celles qui lui sont adressées de Berlin. Le Times lui-même ne peut réussir à déguiser ses alarmes et les anxiétés de l'Angleterre dans les nombreux éditoriaux qu'il consacre depuis quelques semaines au Comte de Chambord.

Tant que n'a pas paru la lettre adressée à M. Chesnelong, et que les apparences de restauration légitime étaient favorables, le Times s'ingéniait à trouver des arguments pour plaider, au nom des intérêts de la France, l'impossibilité d'une royauté de Droit Divin, brocard dont on se sert pour épouvanter les imbéciles et les bétotiens de la démocratie de partout. Dans son zèle de fraîche date pour la France, il allait jusqu'à croire qu'un régime basé sur les traditions du moyen-âge pourrait même mettre en danger la paix de l'Europe. Le Times, qui est un des habiles de l'école révolutionnaire, a juste assez de flair pour comprendre ce que pourrait une France catholique et unie, guidée par un Souverain qui saurait ce que contiennent de puissance tous les éléments religieux groupés en faisceaux serrés. Les catholiques d'Angleterre, d'Irlande, de l'Allemagne, le savent bien, eux. Et ceux d'Italie, d'Espagne! Il y aurait à faire bien des restitutions et des restaurations, qui profiteraient aux peuples et à l'Eglise.

Quant à la presse du Kaiser et de son Bismarck, quant aux correspondants prussiens du Times, ils ne prenaient pas même la peine de cacher les terreurs et la rage que leur inspirait la perspective d'un Bourbon assis sur le trône d'une France monarchique. Aussi, quelle joie, quel immense soulagement a éprouvé tout ce monde ennemi et envieux de la France en lisant la lettre de Henri V à M. Chesnelong, lettre dans laquelle les Prussiens du Times et de l'Allemagne espèrent voir se dissiper les dernières chances de la restauration! Cette joie, ce soulagement prouvent deux choses: la peur que cause aux ennemis de la France l'avènement du Comte de Chambord; le mépris qu'ont du caractère français ces

mêmes ennemis, quand ils expriment l'espérance que des sentiments aussi nobles, aussi beaux, aussi désintéressés et aussi patriotiques que ceux manifestés dans sa lettre, sont pourtant de nature à le faire repousser par le peuple le plus chevaleresque du monde.

Allez! il n'y a pas deux manières de raisonner. Si ses ennemis tremblent à l'idée d'une France royaliste sous le sceptre d'un Bourbon digne des saint Louis, c'est qu'elle recouvrerait par là son ancienne gloire et son antique splendeur. Mais, patience; le jour de la grande restauration arrivera.

"La France, dit Henri dans sa lettre à M. Chesnelong, ne peut pas périr, car le Christ aime encore ses Français, et lorsque Dieu a résolu de sauver un peuple, il veille à ce que le sceptre de la Justice ne soit remis qu'en des mains assez fermes pour le porter." C'est notre espoir, comme celui de tous ceux qui savent aimer la France.

L'autre grand homme, beaucoup plus grand, c'est le Pape. Celui-là est en prison et ne peut plus rien; il n'est pas maître de ses mouvements. Mais il est le représentant de la justice et de Dieu; il est le souverain de centaines de millions de catholiques.

Napoléon Ier voulait que l'on traitât le Pape comme s'il commandait à deux cent mille soldats. Victor Emmanuel, le spoliateur, n'est pas du même avis; ce qui n'empêche pas l'Immortel Pontife de parler et d'agir comme s'il était libre et à la tête de la meilleure armée du monde. Tout prisonnier qu'il soit, sa parole seule cause plus d'émoi que le mouvement des bataillons prussiens. Guillaume vient de vaincre, d'humilier et de morceler la France; il se croit tout puissant et ne veut pas souffrir, même chez lui, l'ombre de la contradiction ou de la proclamation de la vérité. Il a le malheur d'avoir pour sujets quelques millions de catholiques. Sur le champ de bataille, il les trouve bons. Mais une fois la victoire assurée, leur concours n'est plus aussi indispensable. Ils gênent quelque peu les plans de prussification de Bismarck et de l'Empereur Guillaume. Sous le prétexte qu'ils manquent de patriotisme et d'esprit national, on les persécute à outrance et l'on a organisé contre le clergé un système de restriction et d'oppression des plus odieux. Le Pape, dont "les mains enchaînées bénissent toujours le monde," a cru de son devoir d'intervenir par une lettre à Guillaume dans laquelle il revendique les droits de l'Eglise. Ce n'est pas un habile politicien; il a la parole nette et franche; il parle en pontife et en Saint. Il dit carrément à l'Empereur que persécuter l'Eglise, c'est ruiner son propre trône.

Guillaume répond, s'excuse un peu, accuse beaucoup, nie énormément et prétend que le clergé conspirant contre lui, il est obligé de se défendre et de porter contre lui des décrets anodins qui n'attaquent en rien la liberté et l'action de l'Eglise.

Les deux lettres ont fait le tour de la presse du monde entier. Les catholiques se sont réjouis de la démarche de Pie IX; les libre-penseurs et les protestants s'en sont alarmés. On a trouvé hardie et présomptueuse la remontrance énergique d'un vieillard impuissant et désarmé. Mais tous, ennemis déclarés ou fidèles dévoués, ont été obligés de reconnaître et d'admirer le courage du Pape qui, du fond de sa captivité, sait oublier ses propres malheurs, défendre les droits de ses enfants et parler aux grands et aux puissants le langage apostolique.

La réponse de Guillaume, qui s'est fait attendre, était pleine d'habileté et d'astuce; on y sent la collaboration du Grand Chancelier de l'Empire. Elle a fait les délices du Times, qui fait la cour à la Prusse depuis qu'elle est si puissante. Il a écrit de vigoureux articles pour blâmer le Pape et approuver Bismarck; ces articles portaient l'empreinte de la réponse de Guillaume: de l'habileté et beaucoup de mensonge.

Le Times commençait à jouir de son triomphe lorsqu'un nouveau joueur est entré en lice. Il porte, celui-là, une brillante et solide armure; il est grand orateur et écrivain distingué. Quand l'archevêque Manning parle, on peut dire que toute l'Angleterre, même l'Angleterre protestante, écoute respectueusement. Dans un sermon fait dans l'église de St. Edouard, Westminster, sermon qui restera comme l'une des plus belles pages de l'histoire de l'Eglise, il a disséqué et réfuté la lettre de l'Empereur en termes mesurés et convenables, mais très énergiques. Il a traité de criminelles inventions les accusations de trahison et de rébellion portées par l'Empereur contre le clergé catholique d'Allemagne; il a analysé ensuite clairement les lois récemment adoptées par la Prusse contre les catholiques; pas de persécution plus odieuse. Ces lois violent les libertés les plus essentielles de l'Eglise: elles lui refusent le droit de juger ses enfants et de former ses prêtres.

Le Times publia le sermon et tenta une réponse, dont le trait principal était un appel aux préjugés des protestants. Il eut le malheur de mettre en doute l'exactitude de l'interprétation donnée par Mgr. Manning aux lois de la Prusse sur l'Eglise catholique: c'était une manière de dire que ces lois n'étaient pas aussi mauvaises qu'on le disait. Dès le lendemain, le Times recevait du noble Archevêque le texte allemand et le texte anglais des lois Falk. Il publia l'envoi, avec un éditorial qui prête à rire et restera longtemps comme monument de confusion. Une colonne durant, le grand journal veut et ne veut pas; il ne peut pas approuver les lois Falk, qui violent toutes les libertés; mais il n'ose pas, non plus, blâmer son ami Guillaume, pour lequel il s'était trop avancé et compromis dans une défense inconsidérée.

Ainsi finit ce grand débat, dans lequel le Times, aux yeux même des lecteurs protestants, n'a pas joué le plus beau rôle.

Voici le programme des Home Rulers, tel que récemment formulé:

1o. Droit et privilège pour l'Irlande de faire ses propres affaires au moyen d'un parlement composé du Souverain, des Lords et des Communes d'Irlande.

2o. Garantir à ce parlement, au moyen d'un mécanisme fédéral, le droit de légiférer sur toutes les affaires intérieures de l'Irlande, ainsi que le contrôle de toutes les ressources et de tous les revenus de l'Irlande, avec obligation de contribuer aux dépenses de l'Empire.

3o. Laisser au parlement Impérial le pouvoir de régler les questions concernant la Couronne, les colonies et autres dépendances de l'Angleterre, les relations de l'empire avec les puissances étrangères, et tout ce qui touche à la défense et à la stabilité du royaume en général.

4o. Ajuster les relations entre l'Angleterre et l'Irlande tout en respectant les prérogatives de la Couronne et les principes de la constitution.

C'est, en germe, tout notre système fédéral.

Le Times, dans un article plein de sarcasme, trouve assez benin ce programme et conseille au parlement Impérial de l'accorder, s'il peut se convaincre que les Irlandais peuvent se gouverner tout seuls.

Les anglicans font force meetings pour protester contre l'introduction de la confession et autres pratiques superstitieuses dans "l'Eglise Etablie." Toutes ces pratiques dégradent l'homme, moralement et socialement, et entament la pureté de la doctrine de "l'Eglise Nationale." Et ces braves gens demandent au parlement de faire cesser ces abus et ces dangers. Ils rient de notre croyance à l'infaillibilité du Pape et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils se donnent un maître soufflet en instituant un Pape Parlementaire.

J. A. MOUSSEAU.

CHRONIQUE.

La rumeur a circulé dans la capitale que Sa Majesté la Reine était morte. Il est inutile de dire que ce canard a fait sensation.

Sir John A. Macdonald a refusé la candidature que lui offraient ses amis de Toronto-ouest.

Le Globe dit que M. Frazer doit remplacer M. Scott dans le cabinet d'Ontario.

M. Farrer a quitté la rédaction du Mail, et il est parti pour Lennox dans le but de travailler pour M. Cartwright.

On craint des troubles dans le Nord-Ouest, en conséquence de difficultés parmi les Indiens. Une collision sanglante a eu lieu entre les Pieds Noirs et les Cris.

On pense que c'est le résultat du mécontentement des Métis.

M. Euclide Roy, marchand de St. Pie, a été nommé Conseiller Législatif à la place de M. Armstrong décédé. M. Roy, méritait cette distinction par sa fortune, sa position sociale, ses talents.

On lit dans le Times d'Ottawa:

"Le grand jury de Winnipeg a trouvé fondées les accusations de meurtre portées contre Riel et Lapine. Le Département de la Justice, ici, a été informé du fait par le Lieutenant-Gouverneur Morris. On dit que le jury est mixte et il est bien possible qu'il y ait condamnation."

La Gazette du Canada qui a paru samedi contient les nominations suivantes faites par l'ancien gouvernement: l'hon. Jos. Royal, M. M. Pierre Delorme et W. R. Bown, membres du Conseil du Nord-Ouest; Robert Wallace, inspecteur des bureaux de Poste dans la Colombie; A. Mc-